

Ciment: Des résultats mais au forceps

• L'effet élections, le manque de pluie et un nouveau mode de calcul sauvent l'année

• Le secteur traîne encore ses boulets

L'ACTIVITÉ du ciment aura connu une année 2015 assez mouvementée. L'exercice a été marqué par un manque de stabilité au niveau de la consommation. Celle-ci est passée de 17,22% en août dernier, à -21,17% en septembre pour remonter à 18,52% en octobre dernier. Les opérateurs ont dans ces conditions tablé dans un premier temps sur une fin d'exercice entre -4 et -5%. Une prévision qui a été revue à la hausse en octobre dernier (entre -1 et -2%). Au final, la consommation du secteur devrait terminer en progression.

«Nous avons évité le pire cette année», précise David Toledano, président de la Fédération nationale marocaine des matériaux de construction (FMC). Et d'ajouter: «Même si nous restons prudents, nous nous attendons à une fin d'année positive entre 1 et 1,5%». La morosité du secteur immobilier est en partie responsable de cette situation. «Cette volatilité est liée à la relativité de la demande en logement et surtout à la production qui ne se porte pas bien», explique Youssef Ibn Mansour, président de la Fédération des promoteurs immobiliers (FNPI). Pour les promoteurs, l'année 2015 a connu un nombre considérable de jours fériés conjugués aux pauses

des fêtes religieuses (Aïd Al Fitr et Kebir), ce qui a constitué un frein supplémentaire à la consommation du ciment. Les déboires des grands promoteurs ont aussi fortement

impacté la consommation du ciment. Ad-doha a réussi à amortir l'effet de la crise subie en 2015.

Une situation qui a contraint le promoteur à réduire la voilure de ses projets et l'a poussé à lancer son plan «Génération Cash» qui doit lui permettre de baisser considérablement ses dettes, de «monétiser» ses actifs ou encore de

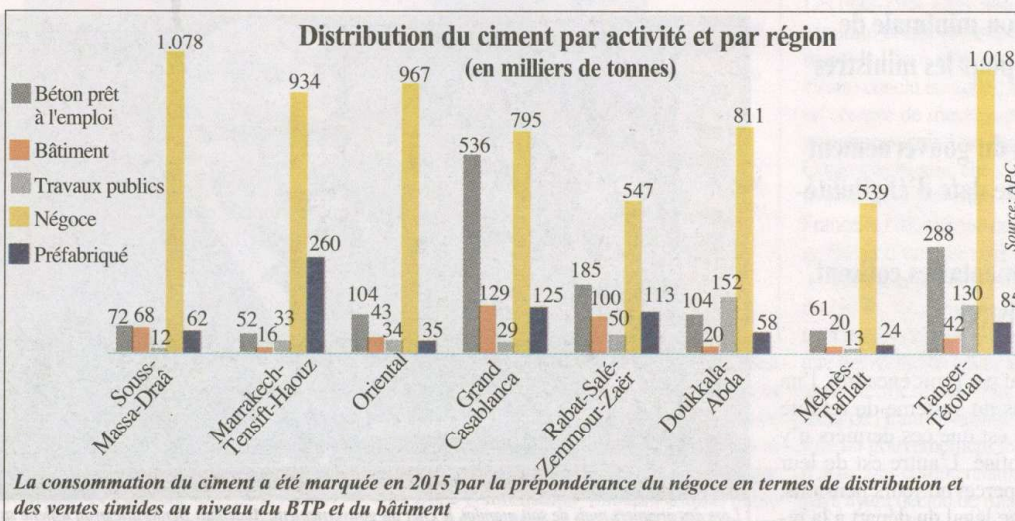
freiner son rythme de production. En effet, la production d'Addoha ne devrait pas dépasser 12.300 unités contre une moyenne annuelle de 25.000 entre 2012 et 2014. La situation est tout autre pour le groupe Alliances qui connaît probablement les moments les plus difficiles de son histoire. Les conseils d'administration d'EMT, EMT bâtiment et EMT routes ont introduit en fin d'année une demande auprès du tribunal de commerce de Casablanca en vue d'un redressement judiciaire. Le plan de sauvetage destiné au reprofilage de la dette qui a été annoncé pour le 15 mai dernier n'a toujours pas vu le jour. «La mauvaise forme du marché du logement a été un frein considérable pour le secteur du ciments. Mais comparés à 2014, les résultats de l'année dernière sont déjà une performance», relativise Ibn Mansour. En effet, après un début d'année volatile, le dernier trimestre a enregistré un regain d'activité. Un redémarrage qui s'explique par l'effet de saisonnalité de l'avant et l'après Aïd El Kébir.

Autre facteur ayant permis de stabiliser la consommation, les élections municipales et régionales d'août dernier. Pour la FMC, cet événement a facilité le déblocage de budgets pour des travaux de rénovation, plus de relâchement sur l'octroi de permis d'autoconstruction ou encore une certaine permisivité au niveau des constructions sans autorisation. «Cette reprise s'explique aussi par le fait que les livraisons pour le béton n'étaient pas prises en considération ni comptabilisées avant», affirme-t-on du côté de la FMC. Les bons résultats de la campagne agricole 2014 ont également pesé dans la balance vu que les liquidités issues de la récolte céréalière ont été en grande partie réinjectées dans les campagnes. □

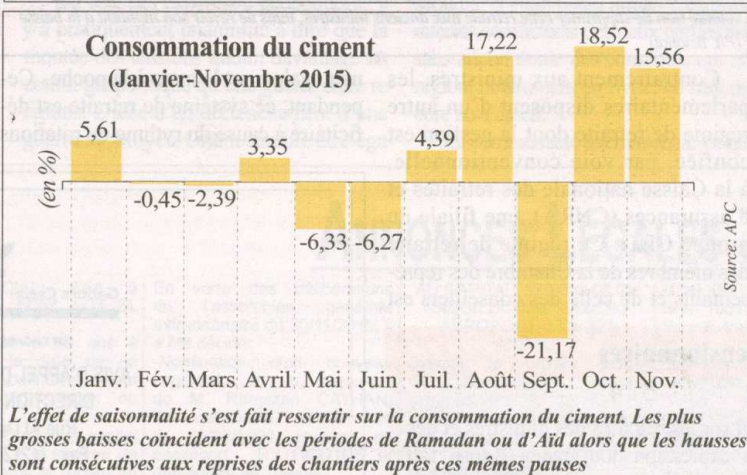
A. At



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com



La consommation du ciment a été marquée en 2015 par la prépondérance du négoce en termes de distribution et des ventes timides au niveau du BTP et du bâtiment



L'effet de saisonnalité s'est fait ressentir sur la consommation du ciment. Les plus grosses baisses coïncident avec les périodes de Ramadan ou d'Aïd alors que les hausses sont consécutives aux reprises des chantiers après ces mêmes pauses

Ciment: Manque de visibilité pour 2016

• Une étude de la tutelle pour les mises en chantier

• Infrastructures, logement classes moyennes... les leviers de croissance

LES opérateurs sont unanimes, une reprise de la consommation du ciment en 2016 est tributaire du redémarrage de l'immobilier. «L'année 2016 risque d'être impactée par le défaut des mises en chantier, vu que les grands promoteurs sont toujours en vitesse réduite et adoptent de nouvelles stratégies», explique David Toledano, président de la Fédération marocaine des matériaux de construction. Une crainte partagée par la Fédération nationale des promoteurs immobiliers (FNPI): «Il y a une pause qui semble durer dans la production, les mises en chantier ou encore la finalisation des programmes», précise Youssef Ibn Mansour, président de la FNPI. En effet, le logement fait partie des locomotives du secteur du BTP et par ricochet du ciment, en plus d'être un générateur d'emplois.

Identifier la demande

Les acteurs du marché sont actuellement dans l'attente d'une étude du ministère de l'Habitat sur la situation du bâtiment (rural et urbain), de la demande ou encore de la clientèle potentielle qui devrait être publiée au cours du 1er semestre 2016. «Cette étude devrait nous apporter une meilleure visibilité sur le marché et nous permettre de caler l'offre sur une demande réelle et ne plus utiliser les unités de production à perte», affirme-t-on du côté de la FMC. Le secteur du ciment connaît une surcapacité par rapport à la demande. Rien que pour 2015, sur 20 millions de tonnes de ciment produites, seules 12,9 millions ont été écoulées.

Cette publication devait initialement être publiée en 2015, mais elle a été reportée à cause du recensement. Pour les promoteurs, cette étude devrait apporter en premier lieu un diagnostic exhaustif des problèmes que rencontre le secteur. «Il n'empêche que nous ne sommes pas convaincus par l'argumentaire du ministre qui avance que l'ensemble de la population susceptible d'acheter des logements du programme de 250.000 DH est servie», tempère Ibn Mansour. D'ailleurs, les professionnels espèrent un démarrage effectif du dispositif de logement pour classes moyennes qui représente une bouée de sauvetage autant pour les cimentiers que pour les promoteurs immo-

biliers. «La situation est bloquée par des problèmes de foncier et le minimum de 500 logements exigé pour bénéficier de la subvention», explique la FMC. Un avis partagé par les promoteurs qui mettent également en avant «des questions liées à l'urbanisme, «à savoir la verticalité ou encore la gestion administrative».

Sur un autre registre, les 189 milliards de DH d'investissements publics prévus dans la loi de Finances 2016 devraient

permettre une reprise de la consommation du ciment. «Pour le BTP et les infrastructures, les décideurs voudront avoir l'assurance que les projets vont démarrer et qu'il n'y ait pas trop d'amendements et de changements», soutient Toledano. En termes de projets, la LF prévoit notamment le lancement des travaux de Nador West Med (10 milliards de DH), du port de Kénitra Atlantique (5 milliards de DH) et la poursuite des travaux de construction

du port de Safi (4 milliards de DH). Auxquels s'ajoutent l'achèvement des travaux de construction de l'autoroute El Jadida-Safi (500 millions de DH) ou encore le développement des projets touristiques Wessal Casa Port et Bouregreg. □

Amine ATER

Pour réagir à cet article:
courrier@economiste.com